

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE

A/33/312  
16 octobre 1978  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session  
Point 125 de l'ordre du jour

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DECISIONS ADOPTEES  
PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE

Etudes de l'Organisation des Nations Unies  
sur le désarmement

Rapport du Secrétaire général

1. Au paragraphe 98 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale (voir résolution S-10/2), l'Assemblée a indiqué qu'"à sa trente-troisième session et à ses sessions ultérieures, l'Assemblée générale devrait établir des directives précises pour la réalisation d'études, compte tenu des propositions déjà faites par certains pays lors de la session extraordinaire, ainsi que de celles qui pourront être présentées ultérieurement sur la question. Pour ce faire, l'Assemblée générale prendrait en considération le rapport qu'aurait présenté le Secrétaire général sur ces questions."
2. Au paragraphe 124 du Document final, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de créer un conseil consultatif composé de personnalités éminentes, choisies au vu de leurs compétences personnelles et compte tenu du principe d'une répartition géographique équitable, qui serait chargé de le conseiller sur divers aspects des études à entreprendre sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements, y compris sur l'élaboration d'un programme relatif à ces études.
3. De l'avis du Secrétaire général, il aurait été souhaitable, en soumettant le présent rapport, de tenir compte des recommandations du Conseil consultatif sur les études relatives au désarmement. Toutefois, ce conseil est en cours de constitution et il n'a pas été possible d'organiser sa première réunion avant la mi-novembre. Le Secrétaire général estime donc qu'il convient de présenter sans retard un premier rapport sur la question. Un nouveau rapport à l'Assemblée générale sera élaboré sur la base des recommandations du Conseil consultatif, dès que possible après la première réunion du Conseil.

4. A l'attention de l'Assemblée générale, une liste de rapports sur les études sur le désarmement et la limitation des armements qui ont été réalisées sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies est annexée au présent rapport. La plupart des études en question ont été réalisées par le Secrétaire général avec le concours d'experts consultants ou d'experts gouvernementaux nommés par lui. Les autres ont été établies par des experts nommés par des gouvernements : le rapport de 1972 sur le napalm et les autres armes incendiaires et tous les aspects de leur emploi éventuel, l'étude complète de 1975 sur la question des zones exemptes d'armes nucléaires sous tous ses aspects et le rapport de 1978 du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, les deux derniers ayant été établis sous les auspices de la Conférence du Comité du désarmement. Dans tous les cas, à l'exception du document de 1977 sur le désarmement et le développement et du rapport de 1978 du Groupe spécial d'experts scientifiques, les études ont été établies sur la demande expresse de l'Assemblée générale. Bien qu'il soit difficile de les séparer en catégories précises, il convient de noter qu'elles répondent à un certain nombre d'objectifs et qu'on peut à cet égard distinguer entre :

- a) Les études qui peuvent avoir pour origine des négociations en cours et ont pour objet de faciliter ces négociations (voir, par exemple, le rapport de 1978 du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques);
- b) Les études qui ont pour objet d'aider à cerner certaines questions dans la perspective d'un processus de négociation (voir, par exemple, l'étude de 1969 sur les armes chimiques et bactériologiques (biologiques) et les effets de leur utilisation éventuelle);
- c) Les études destinées à fournir une information générale de base sur des questions en cours de discussion (voir, par exemple, l'étude complète de 1975 sur la question des zones exemptes d'armes nucléaires sous tous ses aspects);
- d) Les études ayant pour objet d'évaluer les incidences des armements sur la situation internationale (voir, par exemple, les diverses études sur les conséquences économiques et sociales de la course aux armements).

5. Dans certains cas, des analyses présentant les caractéristiques d'une étude sont réalisées par le Secrétariat, dans le cadre de ses fonctions et grâce aux compétences des fonctionnaires intéressés, avec le concours, le cas échéant, de consultants. Ainsi, par exemple, la liste des documents relatifs aux armes chimiques, établie en 1977 sur la base des documents de travail et des déclarations de la Conférence du Comité du désarmement, 1972-1976 1/ et les documents

---

1/ Distribuée aux membres de la Conférence du Comité du désarmement comme document officiel.

d'information et travail établis pour le Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement 2/.

6. Diverses institutions spécialisées et d'autres organismes et programmes du système des Nations Unies effectuent des études sur des questions ayant trait au désarmement et à la limitation de la course aux armements (voir, par exemple, le rapport de 1969 sur la santé publique et les armes chimiques et biologiques, établi par un Groupe de consultants sous les auspices de l'Organisation mondiale de la santé 3/. Ce rapport est une version élargie et révisée d'un rapport intérimaire établi par l'Organisation mondiale de la santé afin de contribuer à la mise au point du rapport des Nations Unies de 1969 sur les armes chimiques et bactériologiques (biologiques) et les effets de leur éventuelle utilisation. Certains des renseignements figurant dans le rapport intérimaire ont été incorporés dans l'étude des Nations Unies. Le rapport des Nations Unies donne une vue d'ensemble du problème, alors que celui de l'Organisation mondiale de la santé traite expressément des incidences pour la santé publique du recours éventuel à de telles armes et s'adresse en premier lieu aux autorités médicales. Ces rapports sont donc complémentaires.

7. Il existe également diverses organisations non gouvernementales et établissements de recherche, internationaux et nationaux, dont certains sont des organismes universitaires, qui effectuent des études intéressant directement les travaux de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine, rassemblent des données que l'ONU peut utiliser pour ses études. Certaines de ces organisations et institutions sont également en mesure de réaliser certaines parties de ces études.

8. Dans une certaine mesure, on peut utiliser les résultats des activités des organes mentionnés aux paragraphes 6 et 7 pour constituer la base documentaire des études sur le désarmement et la limitation de la course aux armements, effectuées sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil consultatif aura sans doute besoin de connaître en détail les résultats de ces activités pour s'acquitter convenablement de ses fonctions. Le Secrétariat prendra donc des mesures afin de fournir des renseignements au Conseil consultatif à cet égard.

9. L'Assemblée générale a décidé, à sa dixième session extraordinaire, que le Secrétaire général devrait entreprendre, avec le concours d'un groupe d'experts qualifiés nommés par lui, une étude en profondeur des rapports entre le désarmement et le développement, présenter un rapport intérimaire sur la question à l'Assemblée générale lors de sa trente-quatrième session et lui soumettre les résultats

---

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session extraordinaire, Supplément No 1 (A/S-10/1), vol. II : A/AC.187/29 et Corr.1 et Add.1; vol. III : A/AC.187/30 et Corr.1 et A/AC.187/31; vol. IV : A/AC.187/67-72; vol. V : A/AC.187/73, A/AC.187/74 et Corr.1 et A/AC.187/75 et Corr.1 et 2; vol. VI : A/AC.187/109.

3/ Santé publique et armes chimiques et biologiques, Organisation mondiale de la santé, Genève, 1970.

définitifs de cette étude pour suite à donner lors de sa trente-sixième session (voir résolution S-10/2, par. 94). Le Groupe d'experts gouvernementaux des rapports entre le désarmement et le développement a tenu sa première réunion à Genève, du 4 au 13 septembre 1978. Le Groupe a décidé qu'il serait peut-être utile que l'Assemblée générale dispose, à sa trente-troisième session, d'un rapport sur l'organisation de ses travaux; ce rapport est présenté séparément.

10. A sa dixième session extraordinaire, l'Assemblée générale était saisie d'un rapport du Secrétaire général sur les rapports entre le désarmement et la sécurité internationale 4/. Au paragraphe 97 du Document final, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de poursuivre, avec l'aide des experts consultants qu'il aura nommés, l'étude des rapports existants entre le désarmement et la sécurité internationale, demandée dans la résolution 32/87 C de l'Assemblée générale, en date du 12 septembre 1977 et de la présenter à l'Assemblée, lors de sa trente-quatrième session. Le Secrétaire général envisage en conséquence de réunir en 1979 un groupe d'étude, composé d'experts gouvernementaux.

11. Lors de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, un certain nombre d'Etats Membres ont formulé des propositions et des suggestions concernant diverses études qui pourraient être entreprises sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Certaines de ces propositions et suggestions sont énumérées ou mentionnées au paragraphe 125 du Document final de la dixième session extraordinaire. Le Secrétaire général envisage de présenter au Conseil consultatif sur les études relatives au désarmement, lors de sa première réunion, un tableau récapitulatif de toutes les propositions et suggestions concernant des études dans le domaine du désarmement et de la limitation de la course aux armements formulées lors de la dixième session extraordinaire. Il est fait rappel également de diverses dispositions du Document final (par. 92 et 93 c) par exemple) qui, si l'Assemblée prend une décision en ce sens, entraîneront l'établissement d'études. Le Secrétaire général espère que cette documentation aidera le Conseil consultatif sur les études relatives au désarmement à s'acquitter de son mandat. A cet égard, dans son rapport sur l'activité de l'Organisation 5/, le Secrétaire général a déclaré qu'une approche globale du désarmement n'avait de chances de réussir que si elle embrassait non seulement les processus de délibération et de négociation mais aussi les activités d'appui comme la recherche, l'étude et l'information. Il a également indiqué que le Conseil consultatif devrait mettre au point un programme d'études répondant aux exigences qu'impose le Programme d'action sur le désarmement.

---

4/ Documents officiels de l'Assemblée générale, dixième session extraordinaire, documents A/S-10/7 et Corr.1.

5/ Ibid., trente-troisième session, Supplément No 1 (A/33/1), p. 14.

ANNEXE

Etudes dans le domaine du désarmement et de la limitation des  
armements entreprises sous les auspices de l'Organisation des  
Nations Unies

Les études suivantes ont été entreprises dans le domaine du désarmement et de la limitation des armements sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies :

- 1962      Conséquences économiques et sociales du désarmement, E/3593/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente 62.IX.1).
- 1967      Effets de l'utilisation éventuelle des armes nucléaires et incidences que pourraient avoir pour les Etats, tant sur le plan économique que sur celui de leur sécurité, l'acquisition et le perfectionnement de ces armes, A/6858 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.68.IX.1).
- 1969      Les armes chimiques et bactériologiques (biologiques) et les effets de leur utilisation éventuelle, A/7575/Rev.1-S/9292/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.69.I.29).
- 1971      Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires, A/8469/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.72.IX.16).
- 1972      Le napalm et les autres armes incendiaires et tous les aspects de leur emploi éventuel, A/8803/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.73.II.3).
- 1972      Désarmement et développement. Rapport du Groupe d'experts sur les conséquences économiques et sociales du désarmement, ST/ECA/174 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.73.IX.1).
- 1974      Etat concret, établi par le Secrétaire général avec l'aide de consultants qualifiés de la présence militaire des grandes puissances dans l'océan Indien (A/AC.159/1/Rev.1).
- 1974      Réduction de 10 p. 100 des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité et utilisation d'une partie des fonds ainsi libérés pour l'aide aux pays en voie de développement, A/9770/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.75.I.10).

/...

- 1975 Etude complète de la question des zones exemptes d'armes nucléaires sous tous ses aspects. Rapport du Groupe spécial d'experts gouvernementaux sous les auspices de la Conférence du Comité du désarmement, A/10027/Add.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.76.I.7).
- 1976 Réduction des budgets militaires. Mesure et publication internationale des dépenses militaires, A/31/222/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.77.I.6).
- 1977 Désarmement et développement : étude analytique et examen des possibilités d'action. Document établi par M. Barry M. Blechman et M. Edward R. Fried, consultants (document de l'ONU publié sous la cote E/AC.54/L.90).
- 1977 Réduction des budgets militaires. Rapport établi par le Secrétaire général avec l'aide du Groupe intergouvernemental d'experts budgétaires (A/32/194 et Add.1).
- 1977 Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires, A/32/88/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.78.IX.1).
- 1978 Rapport du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques à la Conférence du Comité du désarmement /Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-troisième session, Supplément No 27 (A/33/27)/.

Des résumés analytiques d'un certain nombre de ces études, établis par le Secrétariat pour faire suite à la demande du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, figurent dans le volume IV du rapport du Comité préparatoire a/.

-----

---

a/ Documents officiels de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, Supplément No 1 (A/S-10/1), vol. IV, document A/AC.187/72.